



CoM 2013

“Industrialization for an Emerging Africa”

21-26 March 2013 • Sofitel Abidjan Hotel Ivoire • Abidjan, Côte d'Ivoire

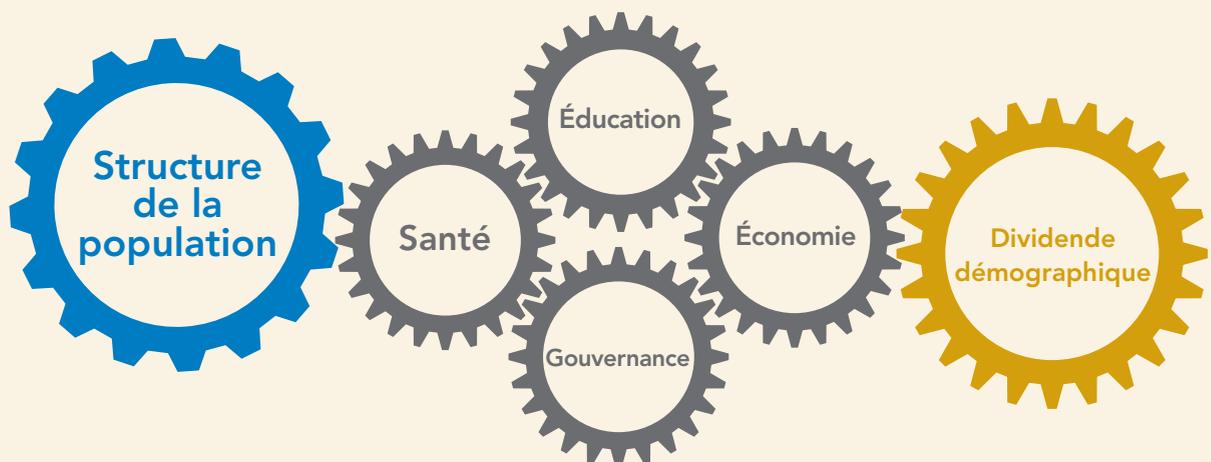
L'AFRIQUE ET LE DÉFI DE LA RÉALISATION DU DIVIDENDE DÉMOGRAPHIQUE

Au cours des dix dernières années, les pays d'Afrique ont connu une croissance économique soutenue. Malgré cette croissance, près de deux personnes sur trois — ou 660 millions — vivent encore avec moins de 2 dollars par jour. L'accélération de la croissance économique est nécessaire pour réduire les inégalités et la pauvreté, et pour améliorer les conditions de vie à travers l'Afrique. L'expérience de nombreux pays d'Asie et d'Amérique latine suggère une voie possible pour atteindre cette croissance économique accélérée. Une opportunité économique s'est présentée dans ces pays en raison d'une baisse rapide de la fécondité, ce qui a augmenté la proportion de personnes en âge de travailler par rapport à celle des enfants à charge. Les pays ont répondu en améliorant la santé et l'éducation en attirant les investissements étrangers et en adoptant des politiques économiques qui ont créé des emplois, ce qui a entraîné une accélération de la croissance économique appelé dividende démographique.

Pour réaliser un dividende démographique, les pays doivent faire des investissements stratégiques dans quatre domaines clés:

- **Initier le changement démographique.** La première étape vers un dividende démographique consiste en un déclin rapide de la fécondité grâce à des investissements dans le planning familial, dans la santé des enfants et dans l'éducation des filles.
- **Améliorer la santé des gens.** Les enfants en bonne santé réussissent mieux à l'école, et ce succès contribue à une main-d'œuvre plus qualifiée. Les besoins en matière de santé des jeunes sont une chose, tandis que préserver la santé des travailleurs adultes est essentielle à la productivité économique.
- **Investir dans l'éducation.** Les systèmes éducatifs doivent viser à garantir que les jeunes terminent leur scolarité et que les compétences nécessaires leur soient données pour s'adapter au marché du travail en évolution.
- **Mettre en œuvre de politiques économiques et de gouvernance.** Les politiques économiques et de gouvernance doivent favoriser la création d'emplois et l'investissement dans les secteurs à forte intensité de main-d'œuvre, favoriser l'expansion des infrastructures, la promotion du commerce pour assurer l'accès aux marchés internationaux, créer un environnement sûr et inciter à l'investissement direct étranger.

Définir le dividende démographique



Le dividende démographique est l'accélération de la croissance économique qui peut résulter d'une baisse rapide de la fécondité d'un pays et de l'évolution ultérieure de la structure de la population par groupe d'âge. Avec moins de naissances chaque année, la population en âge de travailler d'un pays croît plus par rapport à la population jeune à charge. Avec plus de personnes dans la population active et moins de jeunes à charge, un pays peut exploiter une opportunité de croissance économique rapide avec les bons investissements économiques, sociaux et politiques élaborés en matière de santé, d'éducation, de gouvernance et d'économie. Si les avantages d'un dividende peuvent être importants, les gains ne sont ni automatiques ni garantis.

LA BAISSÉ DE LA FÉCONDITÉ ET LA TRANSFORMATION DE LA STRUCTURE PAR ÂGE

Aujourd'hui, 40 pourcent de la population africaine a moins de 15 ans, et alors que les jeunes peuvent être une grande force pour le changement économique et politique, il y a une idée commune fautive parmi les dirigeants: celle qu'une importante population de jeunes est en soi un indicateur d'un dividende démographique à venir. Avant de penser à un dividende démographique, les pays doivent d'abord connaître une transition démographique et se concentrer sur la réduction de la fécondité. Une stratégie clé pour atteindre cet objectif est de fournir aux femmes et aux hommes des informations sur le planning familial volontaire et des services contraceptifs. Une femme sur deux en âge de procréer en Afrique qui veut éviter de tomber enceinte, retarder ou espacer les naissances ne le fait pas en utilisant une méthode moderne de planning familial. D'autres facteurs, en particulier l'éducation des filles et la survie des enfants, contribuent également à une demande d'avoir de plus petites familles et à l'adoption du planning familial. Lorsque les femmes peuvent choisir la fréquence des grossesses et le calendrier de ces grossesses, elles sont plus susceptibles de vouloir moins d'enfants et sont mieux en mesure d'atteindre la taille désirée de la famille, ce qui ouvre la voie à un dividende démographique.

LES INVESTISSEMENTS EN MATIÈRE DE SANTÉ

Pour que les enfants tirent le meilleur parti des possibilités éducatives, ils doivent être en bonne santé et attentifs à l'école. Les programmes de santé qui fournissent des vaccinations et un système de prévention et de soins pour lutter contre de nombreuses infections courantes aideront les enfants à exceller à l'école et, à long terme, à être mieux qualifiés. Plus de 40 millions d'enfants en Afrique souffrent d'insuffisance pondérale, bien qu'une bonne nutrition favorise le développement cognitif chez les nourrissons et les jeunes enfants et maintient la santé des enfants. L'amélioration de la nutrition veille à ce que les enfants atteignent leur plein potentiel académique. Lorsque les enfants deviennent adolescents, ils ont besoin de différents types de services de santé. Ils doivent avoir accès à l'information et aux services de santé reproductive pour éviter les grossesses non désirées et à la prévention du VIH et des infections sexuellement transmissibles, toutes choses qui peuvent compromettre les possibilités d'éducation, en particulier pour les filles. Les investissements dans la promotion de saines habitudes de vie chez les jeunes adultes contribueront de façon positive à une économie productive. La santé des adultes est également un domaine qui nécessite des investissements pour que la main-d'œuvre soit aussi productive que possible.

ÉDUCER LA JEUNESSE POUR UNE ÉCONOMIE EN ÉVOLUTION

Les liens entre l'éducation et le développement économique sont bien établis. Les compétences analytiques, l'esprit d'entreprise et l'expérience acquis grâce à l'enseignement secondaire et au-delà permet aux jeunes d'accéder à des postes plus élevés dans le secteur formel et d'avoir accès à des prêts ou à un soutien financier

qui leur permettent de développer leurs entreprises formelles ou informelles. Les systèmes éducatifs doivent s'adapter aux besoins changeant de l'économie et fournir aux étudiants les compétences nécessaires pour pouvoir être compétitif sur le marché du travail et dans la création de nouvelles initiatives commerciales. Seulement 17 pourcent des femmes en Afrique sub-saharienne sont des travailleurs rémunérés et salariés, contre 31 pourcent des hommes dans la région. Les chiffres concernant l'Afrique du Nord sont supérieurs (46 pourcent contre 57 pourcent), mais l'écart entre les sexes persiste. Ainsi, les filles en particulier, devraient être au centre des efforts d'éducation. Les femmes qui sont plus instruites sont plus susceptibles de travailler à l'extérieur dans le secteur formel et augmente ainsi la taille de la population active et le potentiel de développement économique.

LES POLITIQUES ÉCONOMIQUES ET LES INVESTISSEMENTS POUR CRÉER DES EMPLOIS ET FAVORISER L'ÉPARGNE ET LES INVESTISSEMENTS

Même avec une baisse de la fécondité, les pays africains auront un grand nombre de jeunes qui arrivent sur le marché du travail chaque année. Les politiques économiques et les investissements doivent se concentrer sur la main-d'œuvre dans les secteurs qui peuvent créer des emplois. Les politiques commerciales doivent s'assurer que les produits du terroir ont accès aux marchés internationaux. Des politiques sont nécessaires pour inciter les gens à épargner et réinvestir leurs revenus supplémentaires; les investissements encouragent les banques et autres institutions financières à obtenir un rendement intéressant pour les investisseurs. Une main-d'œuvre qui est entraînée à pouvoir occuper différents types de travail prend de l'importance quand la population en âge de travailler augmente et que l'économie devient plus diversifiée. Enfin, les incitations fiscales et les institutions gouvernementales efficaces et transparentes sont nécessaires pour encourager l'investissement local et étranger. Les investissements dans l'infrastructure, y compris les ports, les routes, les transports et la communication sont aussi nécessaires à la croissance économique.

LA RÉALISATION DU DIVIDENDE DÉMOGRAPHIQUE

L'Afrique reste la région du monde où de nombreux pays ont encore la possibilité de réaliser un dividende démographique. De nombreux pays font des progrès dans les domaines politiques clés, mais la plupart des pays d'Afrique orientale, centrale et d'Afrique de l'ouest doivent renforcer leur engagement dans des stratégies qui accélèrent la baisse de la fécondité pour ouvrir la porte à un dividende démographique. Dans le Nord et l'Afrique australe, la baisse de la fécondité, la transition des tranches d'âge et l'augmentation du niveau d'éducation ont ouvert la voie à un dividende démographique; maintenant, ces pays doivent mettre en place les politiques économiques et de gouvernance adaptées en vue d'exploiter le dividende démographique. Bien que chaque pays soit unique, le dividende démographique représente une opportunité d'accroître la croissance économique en Afrique et le moment est venu de prendre les mesures nécessaires.

Remerciements

Ce document a été parrainé conjointement par la Commission économique pour l'Afrique (CEA) des Nations unies et la Commission de l'Union africaine (CUA), avec le soutien financier de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et la Bill & Melinda Gates Foundation à travers la Johns Hopkins Bloomberg School of Public Health et la David and Lucile Packard Foundation. Le contenu technique a été fourni par David Bloom, David Canning, Andrew Mason, Ronald Lee, et le Population Reference Bureau.



Africa Union
Commission



Economic Commission
for Africa